



La Mensuelle Eco - N°44 - Juin 2017

YT-MAHM-NF 28/06/2017

L'essentiel

Croissance à petits pas, plateau de croissance, croissance en tôle ondulée... Les institutions et observateurs rivalisent d'imagination pour dépeindre la nature de la reprise actuellement à l'œuvre au sein de l'économie mondiale, quitte à friser l'oxymore.

Ils mettent ainsi en lumière deux constats imbriqués.

Le premier concerne la dynamique de croissance.

S'il est vrai que les économies émergentes et la zone Euro connaissent une réelle embellie ces dernières semaines, la croissance aux Etats-Unis et plus encore au Royaume-Uni a dans le même temps ralenti. Aucune grande zone ou aucune grande économie ne parvient à combiner efficacement bonne orientation des fondamentaux économiques (chômage, inflation, déficit public...) et taux de croissance élevé.

Le second renvoie au niveau de la production de richesses.

En France, la reprise se renforce et le PIB est aujourd'hui supérieur d'environ 5% à son niveau d'avant-crise. Mais le PIB par habitant ne le dépasse que de 1%. Le taux de marge des entreprises, bien qu'en hausse de 2 points depuis le plancher de 2013, se situe toujours 1 point au-dessous. Quant à la production industrielle, elle est inférieure de 12% à son niveau de 2007.

On constate ainsi que, globalement et dans de nombreux pays, les performances récentes ne parviennent pas à ce jour à gommer les conséquences structurelles de la crise de 2008.

Les « faits stylisés de la croissance », que les économistes ont mis plus d'un demi-siècle à théoriser en tant que clés de compréhension des ressorts de la dynamique économique, leur ouvrent de moins en moins de portes. Nous n'en avons donc pas fini avec les figures de style.

Les chiffres du mois

+ 6.0%

La progression du volume d'échanges internationaux prévue en 2017

45%

La part du commerce d'assemblage dans les importations chinoises

+ 0.6%

La croissance de l'Euroland au 1^{er} trimestre, progression inégalée depuis deux ans

+ 4.8%

La hausse du chiffre d'affaires généré par l'industrie aéronautique en 2016

284 000

Le nombre d'emplois supplémentaires en France depuis un an

+ 2.0%

L'évolution de l'emploi salarié en Occitanie en 2016

193 000

Le nombre de salariés des services en Haute-Garonne, en hausse annuelle de 4.9%

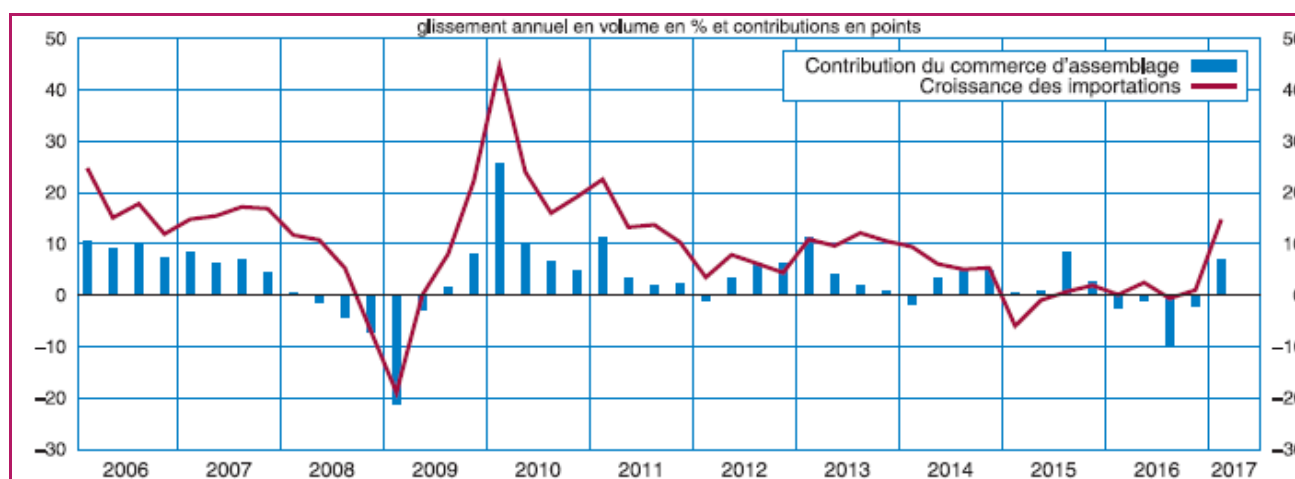
1/ La situation économique mondiale

La croissance se consolide depuis le début de l'année

Sources : Xerfi, INSEE, DEE BNP-Paribas, DEES Société Générale

La remontée du volume des **échanges internationaux** témoigne concrètement de la reprise de l'économie mondiale. Après avoir atteint leur rythme minimum depuis 2009 l'an passé (+1,5%), et dans le prolongement de leur nette accélération depuis le dernier trimestre 2016, ils progresseraient en 2017 de près de +6,0% grâce notamment aux investissements américains et chinois. Le commerce mondial retrouverait alors un niveau proche de sa tendance moyenne entre 1990 et 2007 (+6,3%/an), fait inédit depuis 2011.

Du côté des économies émergentes, la reprise se confirme sur fond de meilleure orientation des cours des matières premières et de regain de la demande intérieure. En **Chine**, l'essor de quasiment +6,5% des importations au 1^{er} trimestre 2017 (+13,9% sur un an), annoncé pérenne sur l'année, devrait positionner le pays en principal contributeur à l'accroissement des échanges de biens internationaux. Le commerce d'assemblage, qui concentre 45% des importations chinoises, symbolise cette évolution.



Les exportations ont en revanche baissé de -2,0% en début d'année et participé au ralentissement du PIB de la Chine : croissance de +1,3% sur 3 mois, soit 0,4 pt de moins qu'au dernier trimestre 2016. Le commerce de détail a depuis bondi de près de 11,0% en avril, et la production industrielle a progressé de +6,5% en mai ; la prévision de croissance de +6,8% en 2017, stable depuis 2015, est maintenue.

Le **Brésil** est sorti de la récession : +1,0% au 1^{er} trimestre, résultat porté par les performances agricoles, notamment à l'international. L'économie recommence ainsi à croître pour la première fois depuis 2 ans avec le retour progressif des investissements étrangers facilité par l'engagement des réformes structurelles. La crise politique apparaît toutefois interminable avec la mise en cause par la justice du Président Temer, et les moteurs internes sont encore trop lourdement bridés.

En **Russie**, la relance des investissements et la hausse des exportations surtout à destination de l'Allemagne expliquent l'une des meilleures progressions du PIB national depuis 3 ans, à +0,4% en glissement trimestriel. Le pays pourrait profiter de l'essor de la demande internationale, mais la consommation domestique demeure fragile.

En baisse de presque 1 pt par rapport au 4^{ème} trimestre 2016, la croissance en **Inde** « ralentit » à +6,1% principalement sous l'effet du recul de l'investissement. La production industrielle a au contraire accéléré au 1^{er} trimestre.

Le PIB **turc** a dans le même temps cru de +1,4% à grands renforts de dépenses publiques et de débouchés internationaux, pour une prévision 2017 estimée supérieure à +4,0%, un point au-dessus de la hausse de 2016 mais 2 points au-dessous des performances moyennes enregistrées entre 2000 et 2012.

Le contexte plus favorable se dessinant depuis le début de l'année ne s'est pas traduit uniformément au sein des principales économies avancées. La croissance aux **Etats-Unis** a subi son trou d'air habituel au 1^{er} trimestre, déception récurrente depuis 4 ans. Limité par la nette décélération de la consommation des ménages (+0,2% vs +0,9% au 4T2016), le PIB progresse de +0,3% contre +0,5% au trimestre précédent.



Impulsé par les sociétés pétrolières, l'investissement a en revanche bondi de +2,7% alors qu'il augmentait en moyenne de +0,2% par trimestre en 2016. Le taux de chômage est tombé à 4,3% de la population active en mai, soit son plus bas niveau depuis 16 ans, pendant que la confiance des ménages s'établissait à un pic là-encore jamais atteint depuis 2005. Assez de signaux positifs pour décider la *Federal Reserve* à augmenter ses taux d'un quart de point pour la 2^{ème} fois en 2017 lors de sa réunion de Comité mi-juin.

Au **Japon**, la croissance trimestrielle a finalement été révisée à +0,3% après ajustement des stocks de pétrole mais la dynamique demeure bonne, portée par la hausse des exportations vers la Chine et le sursaut de la consommation privée. Le taux de chômage tend à se stabiliser autour de +2,8%, niveau jugé incompressible connu précédemment en 1994.

De plus en plus à l'écart des tendances globales, le **Royaume-Uni** voit sa croissance ralentir à +0,2% au 1^{er} trimestre (+0,7% lors des 3 mois précédents), soit la plus faible progression des pays de l'Union Européenne. La baisse du pouvoir d'achat a altéré la confiance des ménages, ainsi que leurs dépenses de consommation (+0,3% vs +0,7% fin 2016), et l'investissement des entreprises est freiné par l'incertitude quant à un éventuel « hard Brexit ».

2/ Zone Euro

Lentement mais surement

Sources : INSEE, Xerfi, EEG Crédit Agricole, DEE BNP Paribas

Le PIB de l'Euroland a progressé de +0,6% au 1^{er} trimestre 2017, performance inégalée depuis 2 ans. Sur un an, l'agrégat grimpe de quasiment +2,0%. Malgré un ralentissement, la hausse de +1,3% de l'investissement a pu compenser la légère perte de vitesse de la consommation (+0,3% contre +0,4% un trimestre plus tôt). La confiance des industriels mesurée en avril, au plus haut depuis 6 ans et dont on constate la 13^{ème} amélioration mensuelle consécutive, devrait pérenniser la tendance.

Le taux de chômage est attendu à 8,8% de la population active fin 2017 ; il s'élevait à +9,7% en 2016 et à 10,5% en 2015.

Fait important, le dossier grec semble sécurisé au moins à court terme via l'accord conclu entre les ministres des finances de la zone Euro, le gouvernement hellène et le FMI le 15 juin.

Produit intérieur brut et principaux agrégats des économies de la zone euro

Niveaux ; variations T/T-1 et A/A-1 en %

	Données trimestrielles												Données annuelles		
	2015				2016				2017				2015	2016	2017
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Zone euro*	0,4	0,4	0,3	0,4	0,6	0,3	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	1,5	1,6	1,8
Allemagne	0,2	0,5	0,2	0,4	0,7	0,5	0,2	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5	1,5	1,8	1,9
France	0,4	0,0	0,4	0,2	0,6	-0,1	0,2	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	1,0	1,1	1,6
Espagne	1,0	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	3,2	3,2	3,0
Italie	0,3	0,4	0,1	0,2	0,4	0,1	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,3
Inflation de la zone euro (glissement annuel)	-0,3	0,2	0,1	0,2	0,1	-0,1	0,3	0,7	1,8	1,5	1,5	1,4	0,0	0,2	1,6
Taux de chômage de la zone euro au sens du Bureau international du travail	11,2	11,1	10,7	10,5	10,3	10,2	9,9	9,7	9,4	9,2	9,0	8,8	10,9	10,0	9,1

Prévision

* Zone euro hors Irlande car les comptes de ce pays présentent une rupture de série au premier trimestre 2015.

Sources : Eurostat, instituts statistiques nationaux, prévision Insee

Toujours en tête des statistiques de croissance, l'**Espagne** voit son PIB progresser de +0,8% (+0,1 pt par rapport au 4T2016) grâce aux performances exceptionnelles de ses exportations (+4,0%). Comme ces dernières devraient prochainement souffrir du ralentissement de l'économie britannique dont le pays est l'un des principaux fournisseurs, la hausse de plus de 3,0% des investissements en biens d'équipement arrive au bon moment. La consommation des ménages réduit sa vitesse de moitié (+0,4%) en glissement trimestriel.

Bénéficiant d'une dynamique moins favorable (+0,4%), la légère accélération du PIB **italien** demeure une bonne surprise, notamment en regard d'un contexte politique assez incertain. L'investissement des entreprises tend à baisser mais la consommation des ménages résiste (+0,5% après +0,3%) au détriment du taux d'épargne.



Entre ces deux trajectoires, l'Allemagne affiche +0,6% de croissance, soit 0,2 pt de plus que fin 2016. La consommation des ménages augmente légèrement, tandis que les investissements performant. Dans la construction, ces derniers accélèrent de +2,3% après +0,8% au trimestre précédent. Les dépenses en biens d'équipement sont également bien orientées.

Au final, l'activité s'est avérée plus forte qu'attendu dans les quatre principales économies de la zone.

3/ Fait marquant – Aéronautique

Penser l'organisation industrielle pour assoir l'excellence mondiale

Sources : Deloitte, Xerfi, GIFAS, Airbus, CCI de Toulouse

Dans le prolongement du Salon du Bourget organisé du 19 au 25 juin et l'annonce du nouveau Plan Ader 4, le point sur les enjeux et les faits conjoncturels essentiels de la filière.

Le GIFAS pose les bases d'un contexte national très favorable : 60 milliard d'€ de CA (+4%) dont 86% à l'exportation, 73 milliards d'€ de commandes soit une profondeur de plan de charge de 7 à 8 ans sur un marché donnant de la visibilité à tous les acteurs de la filière. Essentiellement tourné à l'international (95%), le marché offre de confiantes perspectives diversifiées de débouchés.

L'organisme dresse également un bilan de la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique et spatiale française basé sur les entreprises adhérentes. 2016 a vu le recrutement de 10 000 personnes correspondant à 2 000 créations nettes. Cumulé sur les 5 dernières années, 60 000 personnes recrutées soit 17 000 emplois nets. Pour 2017, ce sont 8 000 embauches qui sont à ce jour estimées.

L'effectif aéronautique, spatial, défense et sécurité représente 187 000 salariés en France, 350 000 si on l'étend à l'ensemble de la filière.

Les enjeux de l'industrie aéronautique

Les principaux enjeux de l'industrie aéronautique consistent à assoir l'**excellence mondiale** acquise ces dernières années. La clé de ce succès est la recherche de **meilleures performances** (délais, qualité) dans un contexte de montée en cadence. L'organisation industrielle mise en place vise une meilleure **compétitivité** nécessaire au maintien de la position d'Airbus notamment, au sein du duopole partagé avec Boeing.

Différents plans et dispositifs ont été déployés dans cet objectif et sont aujourd'hui prolongés : PI 2, Ader 4. L'exemple du plan de Performance Industrielle dans l'aéronautique illustre la volonté commune des acteurs à engager les mutations nécessaires au succès de la filière. Le carnet de commandes et la visibilité inhérente du plan de charge permet aux acteurs d'anticiper les mutations et de relever les défis de montée en compétences et en performances.

Airbus revendique une **organisation industrielle** et une **stratégie achat** différente. L'avionneur a su se transformer en architecte intégrateur (la répartition des coûts internes vs achats est passée de 50/50 à 20/80), permettant aux fournisseurs de rang 1 de manager à la fois le design et la supply chain en déléguant aux entreprises éligibles et désormais responsables. Pour rappel, à l'échelle de l'Occitanie, 4 milliards d'€ sont déversés sur le territoire.

Le prérequis à l'ambition d'excellence mondiale est basé sur l'OTD (on time delivery). Trois points clés sont identifiés pour renforcer ces performances et éliminer la moindre défaillance :

- pilier industriel : maîtrise des livraisons et de la qualité de la supply chain par les R1,
- axe financier en phase avec la montée des cadences : fonds de financement haut et bas de bilan,
- emploi et formation : assurer le niveau exigé des ressources nécessaires.

Le Gifas travaille particulièrement avec le tissu des PME de la supply chain afin de permettre l'**adaptation au marché** (performance industrielle), la **compétitivité** (ambition PME-ETI), l'**innovation** (CORAC).

Si la supply chain bénéficie de la bonne santé de la filière (CA 2011-2015 +38% pour les équipementiers, +43% pour les PME) des fragilités subsistent. Le tissu de PME présente une structure fragmentée, seulement 25% des équipementiers dépassent les 500 emplois salariés, seulement 22% des PME rassemblent plus de 100 salariés. Ces entreprises attestent de besoins en capitaux (dans des cycles d'affaires long en terme de rentabilité), de fortes pressions ressenties sur leurs prix (beaucoup d'entrants sur ce marché attractif et concurrence prégnante), de performances à améliorer (ponctualité, qualité), de peu de diversification de leurs débouchés (mono-activité prédominante), de peu d'ouverture à l'international.



En réponse à ces difficultés, et pour faire émerger de grosses PME et ETI sans oublier l'ensemble des TPE, le Gifas insiste sur la nécessité de :

- renforcer les relations entre les acteurs (donneurs d'ordre, équipementiers, sous-traitants),
- afficher les enjeux de la filière (mettre en responsabilité les dirigeants et diffuser les évolutions technologiques),
- améliorer l'efficacité de la supply-chain (prix de revient, délais, qualité).

La phase PI 2 pointe plus particulièrement le sujet de la compétitivité des PME pour maintenir les marges en restant plus compétitif.

Des expériences des entreprises engagées par grappe dans le plan Performance industrielle ressortent :

- l'atténuation des rapports de force entre les acteurs,
- la prise de conscience du prérequis de la performance afin de renforcer la filière,
- la meilleure synergie et la création de réseau entre les acteurs impliqués,
- la capacité à co-construire et à laisser émerger des services innovants par la flexibilité et l'agilité des structures plus petites, même si la question d'absorption de gros volumes de production demeure,
- la capitalisation de savoir-faire et l'importance des valeurs humaines,
- la possibilité de benchmark entre acteur et d'évolution vers des relations de partenaires.

La question de **transparence des stratégies** partagées par les acteurs de la filière est désormais essentielle pour permettre de s'inscrire dans une même logique et de mieux se positionner.

L'activité dans le monde et en France

Croissance du marché mondial

L'étude annuelle Deloitte « Les grandes tendances 2017 de l'industrie aéronautique et défense » avance un taux de croissance de +2% en 2017 pour l'ensemble du secteur Aéronautique & Défense au niveau mondial, affichant ainsi selon les experts, une croissance plus soutenue qu'en 2016 et 2015.

- Aéronautique commercial : +0,3% de progression des revenus en 2017
- Défense : +3,2% de progression des revenus en 2017

Le cabinet note les perspectives d'accroissement soutenues du trafic aérien favorables à l'industrie française. Dans ce contexte, les prévisions de commandes et l'augmentation des cadences requises placent la supply chain d'ores et déjà en tension. Les défis à relever demandent une nouvelle organisation, la mutualisation des coûts et la consolidation de l'écosystème. L'innovation technologique et la cybersécurité représentent les futurs facteurs de rupture impactant l'industrie.

Les indicateurs du marché de l'aviation civile sont positifs : hausse du trafic passager de +4,5% par an au niveau mondial (soit un trafic doublé tous les 15 ans), estimation du besoin de renouvellement de flotte à 32 600 avions d'ici 2035 (marché de 5000 milliards de €), demande de gros avions moins consommateurs de carburant et plus respectueux de l'environnement. Le besoin est pour 2/3 pour des appareils monocouloirs, 1/3 en moyen et long courrier. Le marché est essentiellement articulé autour de 3 pôles : Asie-Pacifique (38%), Europe (20%), Amérique du Nord (20%).

Augmentation des cadences de production en France

Basées sur les résultats de l'étude Xerfi publiée en novembre 2016, l'année passée marque à nouveau une augmentation de l'activité aéronautique et spatiale française. Les estimations tablent sur une augmentation de +4,8% en 2016 du **chiffre d'affaires** généré par l'industrie aéronautique tandis que les prévisions pour 2017 accélèrent à +6,5% en raison de l'augmentation des cadences de production à venir.

La révision des prévisions fournies en mars 2017 avancent une augmentation de +3,7% (2016) et +3,5% (2017) de la **production** de l'industrie aéronautique et spatiale française. Ces ajustements pour 2017 sont notamment liés à la demande toujours morose pour l'aviation d'affaires et les hélicoptères. A l'inverse, les livraisons des Rafale, la hausse des livraisons d'A350, d'A320neo et d'A330 compenseront la baisse de cadence de production de l'A380.

Le bilan dressé par Airbus fait part d'une année 2016 exceptionnelle pour l'avionneur toulousain. Outre le niveau record de livraisons, soit 688 avions civils livrés à 82 clients, Airbus a surpassé son principal concurrent Boeing avec 731 ventes d'appareils, des commandes nettes portant le carnet de commandes à 6 874 appareils soit 10 ans de production prévue. 2016 a notamment connu la livraison d'un 10 000^{ème} appareil et le premier vol de l'A350-1000. La part de marché d'Airbus représente en 2016 52,3% vs 47,7% pour Boeing.

Airbus a surmonté des difficultés en termes d'organisation industrielle, et démontre la capacité de l'avionneur à monter en cadence. 2016 représente la 14^{ème} année consécutive d'augmentation du nombre de livraisons



annuelles et Airbus portent ces ambitions à plus de 700 appareils à fin 2017 pour atteindre 900 livraisons à l'horizon de la fin de la décennie.

4/ Le contexte national

Une reprise plus concrète

Sources : INSEE, Pôle Emploi, Banque de France, DEE BNP Paribas

PIB, inflation et finances publiques																
(variations du PIB et de ses composantes en %, contributions en points de PIB ; variations de l'IPCH en moyenne annuelle en %)																
	2016	2017	2016 (vt)			2017 (vt)	Prévisions 2017					Prévisions 2018				
	Moyenne annuelle	Acquis	T2	T3	T4	T1	Gouv (a)	FMI (b)	CE (c)	OCDE (d)	BdF (e)	Gouv (a)	FMI (b)	CE (c)	OCDE (d)	BdF (e)
Produit intérieur brut	1,1	0,9	-0,1	0,2	0,5	0,5	1,5	1,4	1,4	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,5	1,6
Consommation des ménages	2,1	0,6	0,3	0,0	0,6	0,0	1,2	1,5	1,2	1,2	1,3	1,5	1,7	1,6	1,4	1,5
Consommation publique	1,2	0,8	0,3	0,4	0,3	0,3	0,8	1,4	1,2	1,2	1,1	0,2	0,8	1,2	1,1	1,0
Formation brute de capital fixe	2,7	1,8	0,1	0,1	0,7	1,2	2,7	2,3	2,6	2,3	2,6	2,7	2,7	3,7	2,8	2,1
Exportations	1,9	0,5	0,3	0,7	1,1	-0,7	3,4	3,8	3,2	2,5	3,3	3,7	4,4	4,2	3,9	5,1
Importations	4,2	2,8	-0,7	2,8	0,6	1,2	3,6	4,3	3,3	4,4	4,8	3,6	4,2	4,7	4,2	4,3
Contributions																
Demande intérieure (hors stocks)	2,0	0,9	0,2	0,1	0,6	0,4	1,4	1,6	1,5	1,5	1,6	1,4	1,7	2,0	1,7	1,5
Variation de stocks	-0,1	0,8	-0,6	0,7	-0,2	0,7	0,1	0,1	0,0	0,4	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Commerce extérieur	-0,8	-0,7	0,3	-0,7	0,1	-0,6	-0,1	-0,3	-0,1	-0,7	-0,5	0,0	-0,1	-0,3	-0,2	0,1
IPCH	0,3**						1,2*	1,4	1,4	1,3	1,2	1,1*	1,2	1,3	1,2	1,2
Solde des administrations publiques	-3,4						-2,8	-3,2	-3,0	-3,0	-3,1	-2,3	-2,8	-3,2	-2,8	
Dettes publiques	96,3						96,0	97,4	96,4	98,0	96,8	95,9	97,4	96,7	98,8	

* Prévisions IPC ; ** IPCH : moyenne annuelle 2016 (18/01/2017).

(a) Programme de stabilité 2017-2020 – 12/04/17 – (* Prévisions IPC).

(b) Prévisions WEO – avril 2017 ; (c) Prévisions de printemps – 11 mai 2017 ; (d) Perspectives économiques de juin 2017 ;

(e) Projections macroéconomiques établies par la Banque de France dans le cadre de l'Eurosystème – juin 2017 ; Prév. pour 2019 : PIB à 1,6 % et IPCH à 1,4 %.

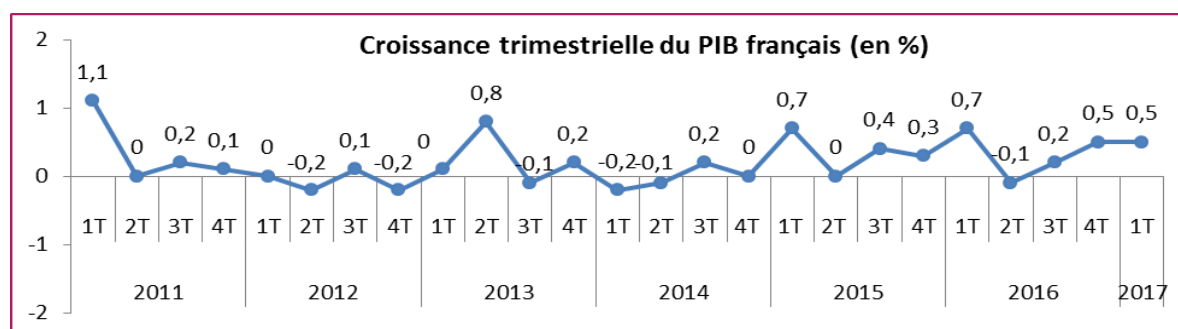
Source : Insee, données trimestrielles (cvs-cjp). Dernières données du 23 juin 2017 (résultats détaillés).

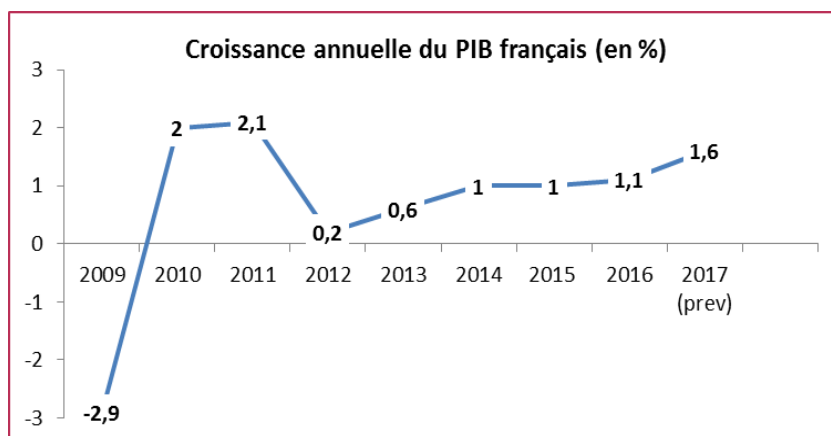
Croissance confirmée au 1^{er} trimestre...

Le PIB national a confirmé une progression de +0,5% au 1^{er} trimestre 2017, au-dessus de la borne supérieure de la moyenne des prévisions de janvier.

Stable par rapport aux trois derniers mois de 2016, la croissance française maintient un réel rythme de reprise alors que les dépenses de consommation des ménages ont marqué le pas (+0,0% après +0,6%). Comme attendu, l'investissement des entreprises a pris le relais de la demande intérieure en bondissant de +1,2% contre +0,5% fin 2016. Les dirigeants ont en outre annoncé une hausse des investissements de +6% en 2017, une augmentation de 2 pts par rapport au réalisé 2016.

Les échanges extérieurs ont en revanche pesé négativement sur la croissance via un repli des exportations (-0,7%) couplée à une hausse des importations (+1,2%). Le solde contribue négativement à l'agrégat : -0,6 pt après +0,1 pt.





Source : INSEE – les chiffres 2014 et 2015 ont été révisés

Le moral des ménages connaît en juin un plus-haut depuis exactement 10 ans (indice à 108, le niveau moyen de longue période étant par construction égal à 100), après que leur consommation est repartie à la hausse en avril (+0,5%). Ce n'est pas le cas concernant la production manufacturière, qui recule le même mois de -1,2%, pour une quasi stabilité sur les 3 derniers mois (-0,1%), mais qui progresse toutefois sur un an de +1,6%.

Le climat des affaires se réchauffe pour atteindre en juin un niveau inégalé depuis 6 ans (106).

...et rehaussée pour 2017 ?

A l'occasion de la dernière édition de sa note de conjoncture, l'INSEE a présenté une prévision de croissance de l'économie française de +1,6% en 2017, ce qui serait le meilleur score depuis 2011. Ce pronostic est en outre de 0,1 pt supérieur aux dernières prévisions du précédent gouvernement. L'objectif officiel sera-t-il à son tour rehaussé ?

L'institut conjugue les premiers constats 2017 avec les vents plus porteurs de l'économie internationale (Etats-Unis et Chine en premiers de la classe) pour annoncer que la croissance est « solide ».

Le marché du travail

Le 1^{er} trimestre 2017 combine une solide hausse de l'emploi salarié avec une baisse marquée du taux de chômage.

Près de 90 000 postes nets ont été générés au cours des trois premiers mois de l'année, et 284 000 depuis un an. L'emploi salarié national progresse ainsi de 0,4% sur un trimestre, et de 1,2% sur un an. Les services marchands sont toujours à l'origine de 80 à 90% de ce gain selon les trimestres, mais la nouveauté réside dans l'arrêt des destructions nettes d'emplois dans la construction, pratiquement une première depuis 2008. Les effectifs du secteur augmentent de 9 300 unités au 1^{er} trimestre, et de 1 700 sur douze mois.

Le taux de chômage s'établit à 9,6% de la population active, contre 10,0% au trimestre précédent. Il s'agit du niveau le moins élevé depuis 5 ans.

Le climat de l'emploi s'améliore pour le 3^{ème} mois consécutif : il retrouve ainsi en juin son niveau de mars 2017 (indice à 109), soit un plus-haut depuis mi-2011.

Les derniers chiffres de la demande d'emploi parus le 26 juin viennent toutefois ternir cette tendance à l'amélioration du marché du travail. Après deux mois de baisse, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) augmente à nouveau en mai en métropole de +0,6 % (+ 22 300 chômeurs). Il demeure en recul de -0,8 % sur un an.



5/ La conjoncture en Occitanie

Source : Banque de France, URSSAF

Enquête Banque de France à fin mai 2017

Les indicateurs de climat des affaires mesurés auprès des entreprises en Occitanie reflètent la confiance des dirigeants des PME et grandes entreprises régionales.

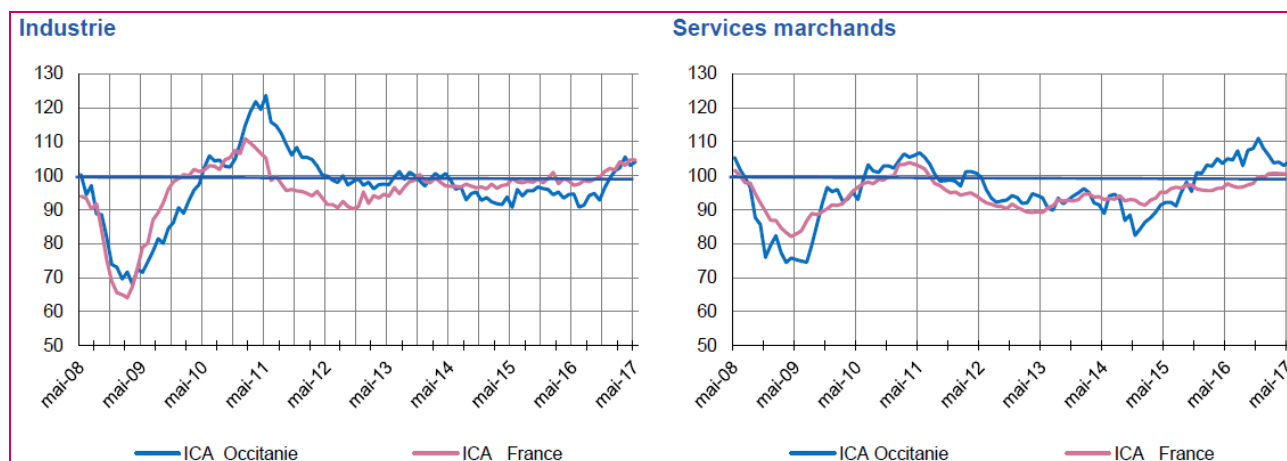
La longue remontée de l'indicateur de climat des affaires des dirigeants de PME et grandes entreprises de l'industrie rejoint progressivement le niveau national (respectivement 104 vs 105).

En termes d'activité, la progression concerne tous les secteurs et crée des emplois. Les industries électriques et certaines branches de produits industriels performant significativement. L'utilisation des capacités de production retrouve son niveau d'avant-crise.

Les prévisions sont bien orientées tant en termes d'activité que d'embauches.

L'indicateur du climat des affaires dans les services marchands se stabilise à un niveau plus élevé que la moyenne nationale (respectivement 104 vs 101).

Le mois de mai a connu un net rebond d'activité notamment pour le secteur hôtelier et l'informatique accompagné d'embauches. Les prévisions restent orientées à la hausse, toutefois plus contenues.



L'enquête trimestrielle conduite auprès des entreprises du BTP et du commerce de gros met en évidence le renforcement de l'activité dans les deux domaines au 1^{er} trimestre 2017.

➔ Le gros œuvre voit son activité progresser, des disparités perdurent entre les territoires. Les TPE/PME profitent également dans une moindre mesure de cette embellie.

➔ La reprise du second œuvre est plus significative que pour le gros œuvre.

➔ Les travaux publics retrouvent plus d'activité tirée par les métropoles et réactivent l'emploi.

L'ensemble du secteur BTP se montre optimiste pour le 2^{ème} trimestre 2017, tablant sur une nouvelle progression d'activité.

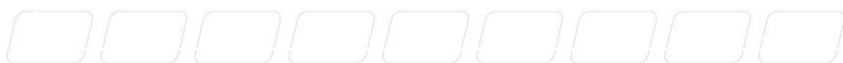
➔ Le commerce de gros est globalement bien orienté dans les deux branches du secteur. La branche des produits agroalimentaires poursuit sa progression tandis que celle des produits industriels réagit positivement après plusieurs trimestres de recul.

Emploi salarié au 1er janvier 2017

L'Occitanie engrange au dernier trimestre 2016 une progression +0,6% des emplois salariés, +2,0% à l'échelle d'une année. Ces résultats surpassent la tendance nationale située à +0,4% sur les trois derniers mois, +1,2% sur un an.

Dans l'industrie, sur un an, l'emploi salarié se redresse de +0,7%. La situation tend à se stabiliser dans la construction (-0,3%) mais l'impulsion vient essentiellement de l'intérim (+9,7%) et des autres activités du tertiaire marchand (+2,3%).

La Haute-Garonne est le moteur le plus puissant de l'emploi occitan ; le département affiche au 1^{er} janvier 2017 une progression des effectifs salariés de +4,0% en glissement annuel (+1,3% au dernier trimestre). Il présente un profil de créations d'emploi dans tous les domaines y compris la construction : +1,5% pour l'industrie, +2,0% pour la construction, +3,7% pour le tertiaire marchand hors intérim, +27,5% pour l'intérim.



6/ En Haute-Garonne

Source : Fichier Consulaire & Etudes Economiques CCI de Toulouse

Créations d'entreprises

Après une année 2016 particulièrement active en termes de créations d'établissements (+10,6%), la tendance se poursuit au 1^{er} trimestre 2017 mais sur un rythme moins soutenu. 1 555 créations pures sont au profit du territoire, en progression de +3,1%.

Données au 21/06/2017	1er semestre			2ème semestre			A fin décembre		
	2015	2016	en %	2015	2016	en %	2015	2016	en %
Etablissements hors micro-entrepreneurs									
Créations pures	2 540	2 884	+13,5	2 259	2 423	+7,3	4 799	5 307	+10,6

Données au 21/06/2017	1er trimestre		
	2016	2017	en %
Etablissements hors micro-entrepreneurs			
Créations pures	1 508	1 555	+3,1

Procédures judiciaires : jugements d'ouverture (CCI de Toulouse – Base de données des entreprises)

Le bilan à mi-année de l'évolution du nombre de procédures judiciaires est très favorablement orienté avec une baisse de près de 19% des jugements d'ouverture correspondant à un recul des effectifs salariés impactés de 4,5% (1 723 salariés).

Jugements d'ouverture	2016	2017	Evolution 2016/2015
1er trimestre	280	242	-13,6%
2ème trimestre	257	194	-24,5%
Nombre au 20 juin	537	436	-18,8%
Effectifs impactés au 20 juin	1 804	1 723	-4,5%

Statistiques incluant : redressement judiciaire / liquidation judiciaire / liquidation judiciaire simplifiée
Ne sont pas prises en compte la sauvegarde, la résolution de plan, la décision de rejet, radiation, désistement - Chiffres non définitifs

Mémo Chiffres Clés

Source : CCI de Toulouse, INSEE, Douanes

Au 1 ^{er} janvier 2017	Haute-Garonne	Evolution sur un an
Etablissements RCS	53 856	+2,5%
Industrie	4 485	+0%
Commerce	13 021	+0,1%
Construction	6 450	+2,3%
Services	29 900	+4,0%
Effectifs salariés RCS	365 222	+3,6%
Industrie	77 276	+1,5%
Commerce	62 933	+3,6%
Construction	31 942	+1,1%
Services	193 071	+4,9%
Taux de chômage	9,8%	-0,6 pt
Exportations en millions d'€ (1T2017)	9 070	-7,9%
Importations en millions d'€ (1T2017)	8 272	+5,8%

